

C'est notre époque**Les jours sont au code jaune...**

Il est tentant toujours, tandis que se multiplient les mouvements séditions que l'on n'ose même plus appeler manifestations,

de questionner ainsi l'instant. Cette posture inquisitoire donnerait presque à penser que nous sommes restés innocents du crime. C'est un tour bien connu des coupables, que de vouloir tromper ainsi la police en jouant les indignés. Hélas, nous sommes bel et bien responsables de ce qui se passe sous nos yeux, car nous avons consenti à ce que la technocratie remplace la politique, depuis de longues années déjà. La casse dans les rues et la perpétuation du désordre n'y changeront rien, car la ferveur n'y est plus. Il semble que les français ont besoin de changer régulièrement d'institutions pour s'y sentir à l'aise. Les manifestations les plus récentes démontrent à l'envi que les malheureux qui défilent expriment avant tout le désespoir des laissés pour compte. On a substitué une société à une autre sans que l'électeur s'en soit aperçu, et le réveil est difficile. Les mots ont changé de sens, les normes ont bougé. Comme le profèrent les locuteurs du futur, on a changé les codes. Ce n'est pas commode pour rentrer chez soi.

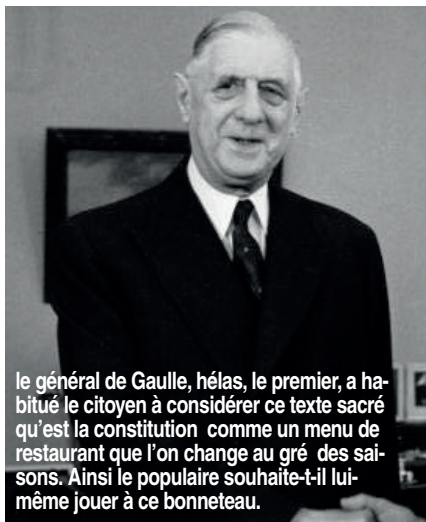
Le virtuel remplace le réel

Entre les mots dorénavant interdits, les expressions qu'il faut proscrire, les vocables, ces chewing gum de la pensée, sont difficiles à mastiquer avec l'inversion des genres et les sens interdits. Le virtuel a remplacé le réel, e les foules sont dans la rue à la recherche éperdue de l'issue du labyrinthe. Hélas, il y a lieu de redouter que nos gilets connaissent, à force de rencontrer impasse sur impasse le sort du rat ex cobaye du professeur Laborie, mort d'angoisse et d'obésité à force de courir vers une sortie dont on lui ôtait toute perspective d'accès, tentative après tentative. Moyens financiers rabotés, culture dissipée, politesse absente, repas du dimanche en famille évanoui, altercations grossières et tutoiement de rigueur, l'individu voit en outre sa liberté de penser et de dire morigénée par la morale du tout venant. Le piège est parfait et la ratière a fonctionné. Le maître, ce diable, a de plus organisé la siccité des poches : plus de liquide, le contrôle est parfait, la bête est dans la boîte.

Le brouillard est dans les esprits.

Aux revendications économiques et sociales en usage lors des crises populaires, succèdent des propositions de modification constitutionnelle, dont la première des constatations qu'on peut en faire, c'est qu'elles ne brillent pas par leur clarté.

Si l'on empile le référendum d'origine populaire, le droit de révocation pratiquement *ad nutum* du président de la République, le changement du mode de scrutin et quelques autres dispositions variant d'un groupe à l'autre, le compte n'y est pas. Sous nos yeux s'étale un éventail de revendications disparates, dont l'origine est à rechercher parfois dans l'ultra



le général de Gaulle, hélas, le premier, a habitué le citoyen à considérer ce texte sacré qu'est la constitution comme un menu de restaurant que l'on change au gré des saisons. Ainsi le populaire souhaite-t-il lui-même jouer à ce bonneteau.

droite, parfois dans l'ultra gauche, souvent dans la colère et la frustration. Ce qu'on peut comprendre de ces réclamations, c'est qu'elles font le procès, non seulement de la démocratie représentative et de ses règles de fonctionnement, mais peut-être aussi de la démocratie tout court.

Que réclament ces gens, à y regarder de plus près ? De revenir en permanence sur un scrutin quand il est perdu. Comme un joueur de poker ou de belotte qui exigerait de recommencer la partie chaque fois que la donne lui est défavorable. C'est enfantin, mais c'est aussi dangereux. Eriger ainsi le caprice au rang d'un principe, équivaut purement et simplement à ajouter au nombre des droits de l'homme, le droit à l'humeur. Oublier ainsi que toute société, toute nation à fortiori ont besoin d'être dirigées, c'est perdre de vue l'essentiel : toute organisation politique ne vise qu'à parfaire son mode de fonctionnement. A force de détruire les fondements de la démocratie, on héritera de la tyrannie, constitutionnelle ou non.

L'exemple vient de loin. Le toilettage institutionnel incessant que les tenants du pouvoir ont organisé dès l'origine de l'adoption de la V^{ème} République, le général de Gaulle, hélas, le premier, a habitué le citoyen à considérer ce texte sacré qu'est la constitution comme un menu de restaurant que l'on change au gré des saisons. Ainsi le populaire souhaite-t-il lui-même jouer à ce bonneteau.

Comme l'enseignait si bien le philosophe, aujourd'hui honni des imbéciles, Alain, le citoyen doit se dresser face aux gros animaux qui prétendent le dominer, et exiger des comptes.

Il y a tout à redouter que derrière la pompe dont il a tenté de lustrer le vêtement de son pouvoir, l'actuel locataire du Palais de l'Elysée se soit davantage inspiré de la politique qui a échoué à la fuite de Varennes, plus que de l'exemple du travail opiniâtre et utile qu'offre au regard le semis d'abeilles du manteau impérial.

Entre la perspective d'une France qui protège et enrichit, et d'une Europe qui expose et rend précaire, les électeurs risquent de suivre les gilets jaunes dans leur juste colère.

Quand bien même toute aventure est incertaine, elle semble toujours préférable au statut quo aux yeux d'un condamné.

Les brioches de la rotonde pourraient avoir un goût bien amer...

Jean-François Marchi

Avocat, romancier et pamphlétaire, auteur d'une biographie de Salvador Dali.



Histoire magazine en kiosques
ou sur www.lafontpresse.fr